

RENCONTRE CITOYENNE

JEUDI 03 DÉC. 2015 // 19h
SALLE G. BONNAC
MAIRIE DE BAZAS

Pour une agriculture sociale et écologique, sans OGM, respectueuse du principe de souveraineté alimentaire permettant aux agriculteurs de vivre décemment.

Christine **BORONAT**, PG

Stéphane **DENOYELLE**, PCF
maire de Saint-Pierre-d'Aurillac

Soazic **LE LANN**, ENSEMBLE !

Annie **DESCOT**, ENSEMBLE !

Josette **MUGRON**, FDG
maire de Frontenac

Martine **SAUBAT**, PG

Michel **ARMAGNACQ**, PCF

Alain **BOUTINEAUD**, PCF

Christelle **DANGLLOT**, PCF

**FRONT
DE GAUCHE**

Liste présentée par le Front
de gauche (PCF, Ensemble, PG,
République et socialisme), Limousin
terre de gauche, l'ADS et le MRC.

  dartigolles2015.fr

   alpc2015.fr

L'humain d'abord !

DÉMOCRATIE CITOYENNE, POUR LA JUSTICE SOCIALE ET L'ÉCOLOGIE

Liste régionale conduite par

Olivier **DARTIGOLLES**
Laurence **PACHE** & Stéphane **LAJAUMONT**

Pour une agriculture sociale et écologique, sans OGM, respectueuse du principe de souveraineté alimentaire permettant aux agriculteurs de vivre décemment.

Le modèle agricole conventionnel est à bout de souffle, il ne parvient plus à nourrir les hommes, ni à rémunérer correctement les agriculteurs, ni à protéger les ressources naturelles.

Après la deuxième guerre mondiale, l'Europe a réussi à développer une agriculture productive en maintenant un modèle des exploitations « à taille humaine ». Mais à partir de 1955, on assiste à une forte diminution du nombre d'exploitations. Les lois d'orientation agricoles de 1960 et 1962 ainsi que celle sur le remembrement de 1964 poseront clairement le principe d'un modèle productiviste dans l'agriculture.

Avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce en 1993, l'Europe fait le choix de traiter l'agriculture comme le secteur de l'industrie.

À partir des années 60, les surfaces des exploitations passent de 14 à 61 ha. En 1955, il existe en France 2,3 millions d'exploitations, elles ne sont plus qu'un million en 1988, il en reste aujourd'hui 450 000 :

- libéralisme à tout va ;
- ouverture des frontières ;
- baisse des prix ;
- concentration, concurrence.

Le modèle allemand (fermes usines, bas salaires, surproduction) fait école en France.

Conséquences :

- disparition d'un nombre important d'agriculteurs ;
- dans le même temps, prix de l'alimentation qui ne cessent d'augmenter ;

Quelques chiffres à jour :

nombre d'exploitations divisé par 4 en 50 ans (1960-2010), taille d'exploitation multiplié par 3,7. - perte actuelle 3,7% des fermes par an.

• **perte de surface agricole (SAU) : 300 000 ha en 4 ans soit un département (source ministère étude Teruti-Lucas)**

• **augmentation de la surface boisée (métropole) de 4,5 millions d'ha entre 1955 et 2000 (stabilisée aujourd'hui),**

• **importation pour l'Europe de l'équivalent de la production de 35 millions d'hectares (SAU France 32 millions d'ha)**

• **double d'emplois en viticulture bio/viticulture « traditionnelle ».**

- désertification rurale.

Aujourd'hui en France, il est nécessaire et urgent de travailler à la construction d'un plan pour l'Agriculture qui devra faire le lien entre agriculture, développement rural, protection des milieux naturels (forêts, milieux aquatiques, nappes phréatiques). Il faut pour cela partir des bassins de vie pour relocaliser production et consommation.

La région a un rôle moteur dans l'élaboration de ce plan, ce qui lui permettra de reconquérir la maîtrise publique de l'agriculture et de l'alimentation tout en assurant une juste rémunération aux agriculteurs.

Des pistes de ce modèle alternatif existent :

- encouragement de la relocalisation et diversification de produits agricoles ;
- relocalisation de la transformation des produits (ateliers collectifs ou privés, coopératives adaptées aux besoins de production) ;
- soutenir et structurer les filières de proximité de qualité ;
- mettre en place un véritable plan protéine au niveau de la grande région (proportionnellement en Aquitaine 8 fois moins de surface qu'en Poitou-Charente) ;
- élargir la politique d'installation autorisant les collectivités à acquérir du foncier pour favoriser l'installation agricole, via la location-vente ;
- supprimer la surface minimum d'installation d'une exploitation ;
- promouvoir les agricultures alternatives agriculture paysanne et biologique (aides financières, technique, formation initiale et continue : pratiques culturales pour maîtrise de l'usage de l'eau, non utilisation des bio-cides (pesticides) et des engrais chimiques) ;
- soutenir la restauration collective bio et locale (tarification progressive selon le quotient familial) ;
- favoriser les moments médiatiques entre producteurs et consommateurs.

LES FERMES USINES : UNE FAUSSE BONNE IDÉE

Dans un rapport publié le 25 juin 2015 sur la modernisation et la compétitivité de la production laitière, deux sénateurs PS tentent de démontrer l'intérêt des fermes usines. Pour eux, la clé du succès, c'est le seuil de rentabilité. Si le prix du lait est variable celui de la collecte est fixe. Il faut donc travailler sur l'effet d'échelle pour baisser les coûts.

• Mais produire du lait avec un faible bilan carbone n'est pas leur souci : circulation incessante des tracteurs et des camions pour acheminer la nourriture des 1 000 vaches et de leurs génisses de remplacement qui ne vont jamais au pré (nourriture composée de maïs ensilé et de tourteaux de soja importé = OGM). La rentabilité se fait par la méthanisation subventionnée des lisiers.

Devant la mise en concurrence, les agriculteurs pensent que la seule issue pour eux est de se regrouper dans ce type d'exploitation :

- contribution à la surproduction et à la chute des prix (ferme-usine : 400 000 L de lait/salarié, exploitation moyenne 240 000 L de lait/salarié) ;
- dépendance créée par les acteurs de l'agro-industrie, qui fournissent en aliments, les animaux des fermes usines ;
- endettement important pour rembourser des coûts fixes (mécanisation complète, réduction importante des salariés) ;
- conflit d'intérêt entre certains responsables syndicaux possédant des filiales dans les aliments composés pour animaux ;
- pouvoirs publics en totale contradiction (promotion de l'agroécologie, et dans le même temps aucun signe d'enrayage de la concentration et du développement des fermes usines).

À long terme, ces fermes ne sont pas viables, car à la merci des cours du Marché mondial (soja importé) et de la mise en place du TAF-TA (mise en concurrence avec les élevages américains : véritable agriculture capitaliste -industrielle-).

Les surfaces pour la grande région :

	Surface totale (ha)	SAU (ha)	Protéagineux (ha)
Aquitaine	4 183 000	1 592 000	2 050
Poitou-Charentes	2 594 000	1 722 000	16 255
Limousin	1 705 000	877 000	647

Aquitaine vignes : 144 000 ha

Limousin prairies permanentes : 531 000 ha